



Position de Caritas¹ pour la Table Ronde Ministérielle sur le Sahel Central

20 Octobre 2020

Caritas Internationalis est une Confédération de 162 Caritas organisations nationales de services humanitaires, sociaux et de développement trouvant ses racines dans la Doctrine Sociale de l'Eglise et guidée par les principes humanitaires.

Contexte

Fortes de leur présence dans le territoire et de leur proximité aux communautés locales dans la région du Sahel central, nos membres locaux, Caritas Niger, Caritas Burkina Faso et Caritas Mali sont en première ligne dans la réponse à la grave crise humanitaire et de protection qui affecte la région et qui ne cesse de se détériorer. Les violences inter et intra-communautaires augmentent et les violations des droits de l'homme perpétrés par divers acteurs contre les civils se multiplient, entraînant des déplacements forcés.

Confrontés à la complexité et aux défis de cette crise de protection prolongée, nous avons identifié **cinq priorités assorties de recommandations** sur lesquelles la Table Ronde ministérielle devrait se pencher et qui devraient orienter la réponse à la crise dans la région du Sahel central, tout en s'inscrivant dans la nouvelle stratégie de partenariat global EU-Afrique qui devrait être adoptée en 2021.

1. Promouvoir sur le long terme des approches multidimensionnelles et des efforts de développement, d'aide humanitaire et de paix pour s'attaquer aux causes profondes de la crise dans la région du Sahel central

Il ne suffit pas de traiter les symptômes de la crise, mais il faut que les Etats analysent et comprennent les causes profondes qui déchirent les communautés pour trouver des solutions appropriées et pour rétablir la cohésion sociale. La crise trouve ses racines principalement dans des questions de gouvernance, la répartition inégale des richesses, le manque d'accès équitable aux ressources, à l'éducation et à des opportunités de vie par les plus démunis, ce qui pousse beaucoup de jeunes à rejoindre les groupes armés pour s'échapper de la pauvreté et de l'injustice.

¹ Ce document a été préparé en collaboration avec CADEV- Caritas Niger, OCADES-Caritas Burkina Faso, Caritas Mali, Caritas Allemagne, Caritas Danmark, CAFOD- Caritas d'Angleterre et du Pays de Galles et Catholic Relief Services- Caritas Etats-Unis.

Les femmes en sont les plus touchées.² A ces problèmes vient s'ajouter l'inertie de l'Etat qui caractérise les pays du Sahel face aux défis de l'insécurité, du changement climatique et de la dégradation environnementale, entraînant à son tour une insécurité alimentaire persistante, des inondations cycliques et la sécheresse. Finalement, avec la propagation de la pandémie de COVID-19, la crise humanitaire au Sahel central risque de devenir ingérable. Si les causes profondes de la crise ne sont pas traitées, les personnes resteront vulnérables avec une augmentation des déplacements forcés.

Nous recommandons, par conséquent, aux décideurs politiques de prendre des mesures urgentes et de trouver des solutions politiques durables pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, les échecs de développement et d'une gouvernance faible, la corruption, la vente d'armes, la violence inter et intra-communautaire et les attaques perpétrées par les groupes armés et les organisations terroristes.

2. Assurer la protection des communautés affectées par les conflits et la violence

La protection des populations et la sécurité humaine doivent être assurées en adoptant une approche fondée sur les droits humains, tout en renforçant leur résilience grâce à des systèmes d'alerte précoce, d'accès sûr aux services de base tels que la santé, l'éducation, l'eau potable, la nourriture, le logement et permettant aux acteurs humanitaires d'atteindre en toute sécurité les personnes les plus touchées.

Pour renforcer la protection une solution politique basée sur la cohésion sociale, la réconciliation et le rétablissement d'une bonne gouvernance locale et responsable s'impose.

Nous encourageons, par conséquent, les décideurs politique et les bailleurs de fonds à promouvoir, à travers le renforcement des mécanismes et des initiatives de paix locales déjà existantes, la participation et le rôle des communautés locales et religieuses (y compris les femmes et les jeunes),³ dans la prévention des conflits et la médiation, tout en soutenant la confiance, la réconciliation et la cohésion sociale à travers le dialogue interculturel et interreligieux.

Nous recommandons également que les femmes et les jeunes soient engagés à plein titre en tant qu'acteurs directs dans la construction et dans la gestion d'une paix durable.

3. Assurer la protection des réfugiés, des demandeurs d'asile et des personnes déplacées internes, tout en respectant leurs droits et leurs biens.

La protection de ces catégories vulnérables s'impose surtout dans les zones moins accessibles, avec peu d'acteurs humanitaires, où les personnes déplacées internes (PDI) en particulier sont souvent hors des camps et privées de droits et d'accès aux services sociaux de base.

Nous recommandons aux décideurs politiques et aux bailleurs de fonds de soutenir des actions visant à :

²Cfr. https://www.crs.org/sites/default/files/sahel_peace_initiative_ca_steps_towards_peace_final_clean.pdf

³ Cfr. <https://cadevniger.org/2020/03/01/caravane-nationale-de-la-paix-et-du-vivre-ensemble-zaman-tare/>

a) Assurer leur protection, en particulier celle des mineurs non accompagnés ou séparés et des femmes, en accordant le «statut de réfugié» aux demandeurs d'asile et une protection plus élevée aux PDI, en garantissant l'unité familiale pendant le déplacement et le regroupement familial, en renforçant la protection contre les abus et la traite des êtres humains, l'enregistrement des enfants apatrides en application de la Déclaration d'Abidjan, ainsi que la promotion de l'intégration des personnes déplacées dans leurs communautés d'accueil;

b) Promouvoir la formation des réfugiés et des déplacés internes en tant que leaders communautaires pour leur permettre de défendre leurs droits et de prendre part à la prise de décisions affectant leur vie. De même, il faut promouvoir la formation et la sensibilisation des communautés d'accueil pour apaiser les tensions et promouvoir la cohésion sociale et la coexistence avec les réfugiés et les déplacés internes lorsque un retour volontaire et informé n'est pas possible.

4. Renforcer la coordination entre les ONG et l'État tout en assurant que les avantages d'un financement pluriannuel et flexible atteignent la société civile nationale et locale

Les organisations Caritas au Sahel ont une bonne expérience de travail avec l'approche du « triple nexus », liant urgence, développement, paix et cohésion sociale. Il est nécessaire de renforcer la coordination et la flexibilité des financements pluriannuels lors du rassemblement des acteurs de différents domaines d'intervention. Les organisations locales et les communautés affectées devraient être impliquées dans les systèmes d'alerte rapide, dans l'évaluation des besoins et des réponses et dans la coordination et la mise en œuvre des programmes d'urgence, de consolidation de la paix et de développement. Tel que défini par les consultations régionales en préparation à la table ronde ministérielle, les secteurs des services sociaux sont fortement sous-financés. En même temps, nos partenaires locaux au Sahel confirment que les besoins augmentent.

Nous appelons les bailleurs de fonds à une meilleure et plus flexible répartition des financements, à la fois du point de vue géographique et entre les différentes parties prenantes, en particulier les organisations de la société civile locales ainsi que les organisations confessionnelles et les chefs religieux. Les bailleurs devraient soutenir davantage les programmes interreligieux, à tous les niveaux de la société, dans lesquels les acteurs chrétiens, musulmans et tous les autres acteurs religieux collaborent, faisant preuve d'unité pour promouvoir la paix et la cohésion sociale dans leurs communautés.

5. Promouvoir la solidarité et la coopération internationales qui investissent dans la capacité de développement interne, des partenariats multipartites équitables et dans le rétablissement de la confiance entre les instances gouvernementales nationales, les gouvernements locaux et les communautés rurales.

Nous encourageons les décideurs politiques à renforcer les programmes de coopération interrégionale et en particulier les relations UE-Afrique. Nous en appelons aux dirigeants européens et africains à adopter sans tarder un nouveau cadre pour un partenariat UE-Afrique qui

place les personnes au cœur des efforts locaux de paix, de développement durable, de sécurité humaine et d'éradication de l'extrême pauvreté en s'inscrivant dans la vision de l'Agenda 2063.⁴

⁴ <https://www.caritas.eu/a-new-eu-africa-strategy-that-works-for-people-and-the-planet/>